

ACTION URGENTE

UN HOMOSEXUEL CONVOQUÉ PAR LA POLICE A « DISPARU »

Kasymberdi Garaev, médecin de 24 ans, a dévoilé son homosexualité dans un article en ligne publié par le service turkmène de Radio Free Europe/Radio Liberty le 21 octobre. Il faisait part de son désespoir, car les relations sexuelles entre hommes constituent une infraction au Turkménistan. Il a été convoqué au poste de police le 24 octobre et personne ne l'a revu depuis. Parallèlement, les autorités ont lancé une campagne afin d'identifier les lesbiennes, les gays et les personnes bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) présumés.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Raşit Meredow, Ministre des Affaires étrangères

Archabil av., 108744000 Ashgabat

Turkménistan

Fax : +993 (12) 44 58 12

Courriel : info@mfa.gov.tm

Monsieur le Ministre,

*Je suis très préoccupé-e par le sort réservé à **Kasymberdi Garaev**, médecin de 24 ans, que personne n'a revu depuis le 24 octobre lorsqu'il s'est rendu au poste dans la capitale Achgabat sur convocation de la police. Le 21 octobre, dans une interview au service turkmène de Radio Free Europe/Radio Liberty, Kazymberdi Garaev a dévoilé son homosexualité et raconté son arrestation et les tortures et mauvais traitements infligés par des policiers en 2018.*

En l'absence de toute autre information quant à ce qu'il est advenu de Kazymberdi Garaev, au regard de ses allégations d'arrestation arbitraire et de torture en 2018, et étant donné que le Turkménistan traite les homosexuels comme des criminels, je crains fort pour sa vie.

Au titre du droit international relatif aux droits humains, le Turkménistan est tenu de ne priver aucun citoyen de manière arbitraire de sa liberté ni, en aucune circonstance, de soumettre une personne à la torture ou à des mauvais traitements. En outre, nul ne doit faire l'objet de discriminations sur la base de son orientation sexuelle, réelle ou présumée, et les relations consenties entre personnes de même sexe ne devraient pas être considérées comme des infractions pénales.

Je vous prie instamment d'aborder son cas avec le procureur général et de veiller :

- à ce que le sort réservé à Kasymberdi Garaev et le lieu où il se trouve soient révélés sans attendre et, s'il est détenu par des agents de l'État, à ce qu'il soit libéré immédiatement et sans condition et protégé contre toutes les formes de torture et de mauvais traitements ;*
- à ce que des enquêtes efficaces et impartiales soient ouvertes dans les plus brefs délais sur toutes les allégations de torture et d'autres mauvais traitements ;*
- à ce que toutes les mesures nécessaires soient prises pour garantir la sécurité des personnes qui pourraient être en danger au Turkménistan en raison de leur orientation sexuelle réelle ou supposée et à condamner avec la plus grande fermeté les menaces de représentants de l'autorité envers des personnes à cause de leur orientation sexuelle réelle ou supposée.*

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération,

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Au Turkménistan, les citoyens vivent dans un environnement où les violations des droits humains sont graves et courantes. Le droit à la liberté d'expression est fortement restreint et tous les médias sont contrôlés par l'État. La torture et les autres mauvais traitements seraient très répandus et les prisonniers sont détenus dans des conditions s'apparentant à des traitements inhumains et dégradants, et sont parfois soumis à des disparitions forcées. Les morts en détention sont fréquentes et ne font pas l'objet d'enquêtes.

Les relations sexuelles librement consenties entre hommes constituent une infraction pénale au Turkménistan passible de deux années d'emprisonnement. Du fait de l'homophobie et de la transphobie omniprésentes au sein de la société, les lesbiennes, les gays et les personnes bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) sont très exposés au risque de torture et de mauvais traitements, notamment aux violences sexuelles et aux tentatives d'extorsion de la police. La plupart subissent de fortes pressions de la part de leurs proches qui cherchent à protéger l'« honneur de la famille » en imposant des mariages forcés.

Depuis que l'histoire de Kasymberdi Garaev a été rendue publique, les autorités turkmènes tentent d'identifier les personnes LGBTI qui travaillent dans les institutions publiques. Selon certaines informations, les services de santé publique ont reçu l'ordre d'identifier les LGBTI en réalisant un dépistage des infections sexuellement transmissibles.

Dans son interview, Kasymberdi Garaev a révélé qu'en 2018, il a été arrêté par des policiers après avoir commencé à correspondre sur Internet avec un homme qui était en fait un informateur de la police. Pendant sa garde à vue, il a été torturé avec une matraque électrique. Il a été libéré grâce à l'intervention d'un proche. Après sa libération, sa famille a tenté de le marier de force pour dissimuler son orientation sexuelle.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : russe, anglais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 18 décembre 2019

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Kasymberdi Garaev (il)